

Madame Muriel PENICAUD
Ministre du Travail
127, rue de Grenelle
75007 PARIS 07

JM/IB/AB/039

Paris, le 17 juillet 2019

Madame la Ministre,

Chère Madame

La réforme de l'apprentissage que vous avez engagée en 2018 visait à en développer l'usage en améliorant son attractivité aussi bien auprès des jeunes que des entreprises. Nous nous en sommes largement félicités et avons soutenu votre action.

Comme vous le savez, nos métiers sont très attachés à cette voie de formation qui permet une très bonne insertion dans l'emploi. Ainsi, 75 000 des 412 000 apprentis dénombrés en France se forment dans les entreprises alimentaires de proximité, soit près de 20 %, 80% d'entre eux préparant un CAP.

Si les dispositions en faveur de l'apprentissage commencent à porter leurs fruits à en lire les derniers chiffres publiés par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, les effets sont visibles essentiellement au niveau de l'enseignement supérieur et je souhaite tout particulièrement attirer votre attention sur les conséquences néfastes qu'auront les dispositions relatives à l'exonération de charges patronales sur les rémunérations versées aux apprentis à compter du 1er janvier 2019 introduites par la LFSS 2019 et la mise en place de la nouvelle aide unique à l'apprentissage versée aux entreprises.

En effet, si la nouvelle aide a l'avantage de simplifier les démarches des entreprises et en particulier celles des TPE, il n'en demeure pas moins que l'impact de ces nouvelles dispositions n'est pas de même nature selon la taille de l'entreprise, le niveau de diplôme préparé et l'âge de l'apprenti.

Afin d'étayer notre propos, nous avons réalisé des simulations en utilisant l'outil mis à la disposition des employeurs par la DGEFP pour calculer la rémunération de l'apprenti.

L'analyse de ces simulations qui intègrent l'exonération de charges patronales et le montant de l'aide octroyée à l'entreprise fait apparaître que les employeurs inscrits au répertoire des métiers ou employant moins de 11 salariés employant un apprenti de moins de 18 ans préparant un diplôme de niveau III ou IV (CAP/ CTM / Mention complémentaire /Bac Pro /

BTM /BP) sont particulièrement défavorisés par les nouvelles dispositions. Le surcoût pour un contrat de deux ans pour l'employeur peut atteindre 145% par rapport au coût constaté pour un même contrat conclu avant le 31 décembre 2018.

Ces employeurs subissent à la fois :

- l'augmentation du taux de rémunération ;
- la hausse des cotisations patronales ;
- le passage d'un dispositif d'exonération de cotisations patronales totale à un dispositif d'exonération partielle ;
- la baisse de l'aide financière (suppression de l'aide TPE jeunes apprentis et suppression du crédit d'impôt).

L'impact est également très négatif dans le cadre de l'embauche par une TPE d'un jeune apprenti préparant un diplôme ou titre de niveau III (BM / BTS...), quel que soit son âge ce qui va freiner la poursuite de parcours professionnel de formation.

Cette situation est particulièrement préoccupante et je souhaitais avec l'ensemble des Présidents des organisations membres de la CGAD vous en alerter au plus vite ce d'autant que cette situation va à l'encontre des objectifs fixés par la loi du 5 septembre 2018.

Alors que nous formons près de 20% des apprentis aujourd'hui parmi lesquels près de 80% en CAP, elle risque en effet de générer un frein à l'apprentissage dans nos secteurs d'activité et par voie de conséquence d'amplifier notre pénurie de main d'œuvre alors que de nombreux jeunes cherchent à s'insérer dans l'emploi et que le regard de la société sur cette voie professionnelle est en train d'évoluer et de démontrer qu'elle constitue une voie d'excellence.

C'est la raison pour laquelle je vous demande, Madame la Ministre, de bien vouloir réexaminer le plus rapidement possible cette situation.

Il semble essentiel en particulier de réintroduire l'aide pour les TPE embauchant des jeunes apprentis pour préparer un premier niveau de qualification d'une part et d'autre part de rétablir l'exonération totale des cotisations patronales pour les artisans et employeurs de moins de 10 salariés dans le cadre de la prochaine loi de financement de la sécurité sociale pour l'année 2020 actuellement en cours de préparation.

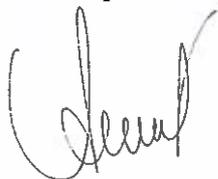
Je ne doute pas de l'intérêt que vous porterez à notre demande et je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma meilleure considération.

Bien respectueux - ✓

Le Président

Joël MAUVIGNEY

Confédération Nationale de la Boulangerie et de la Boulangerie-Pâtisserie Française
Dominique ANRACT



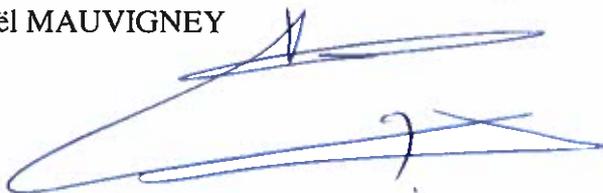
Confédération Française de la Boucherie, Boucherie-Charcuterie, Traiteurs
Jean-François GUIHARD



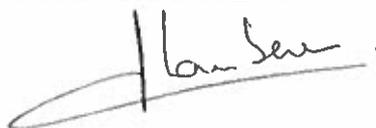
Syndicat National des Brasseurs Indépendants
Jean-François DROUIN



Confédération Nationale des Charcutiers - Traiteurs et Traiteurs
Joël MAUVIGNEY



Confédération des Chocolatiers et Confiseurs de France
Frédéric CHAMBEAU



Confédération Nationale des Artisans Pâtissiers, Chocolatiers, Confiseurs, Glaciers, Traiteurs
de France

Pierre MIRGALET



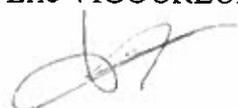
Confédération Nationale des Glaciers de France
Bruno AIM



Confédération Nationale de la Triperie Française
Dominique GROUSSARD



Fédération de la Boucherie Hippophagique de France
Éric VIGOUREUX



Fédération des Fromagers de France
Claude MARET



Epiciers de France
Alexis ROUX DE BEZIEUX



Groupement National des Indépendants de l'Hôtellerie & Restauration
Didier CHENET



Saveurs Commerce
Christel TEYSSEBRE



Union Nationale de la Poissonnerie Française
Silvère MOREAU



Fédération Nationale des Artisans Pizza en Camion Magasin
Luc-Gaston GARCIA



Diplôme préparé : CAP /Mention complémentaire (CTM)

Région : IDF EntrepriSe 3 salariés

	Contrat conclu avant le 31.12.2018		Contrat conclu à compter du 1.01.2019		Différentiel nouvelles dispositions/ aux anciennes	Evolution en %			
	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2					
Apprenti agé de moins de 18 ans	Cout pour l'employeur		6 460	9 560	6 977	10 077	17 054	↗	1 034
	dont cotisations patronales		1 896	2 806	2 048	2 958	5 006	↗	304
	Exonération cotisation sociale		1 825	2 702	1 971	2 848	4 819	↗	292
	Aides financières		8 000	1 000	4 125	2 000	6 125	↘	2 875
	dont aides financières nationales								
	Aide TPE jeunes apprentis		4 400						
	Crédit d'impôt		1 600						
	dont aides financières régionales								
	Prime à l'apprentissage		1 000	1 000					
	Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire		1 000						
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat		3 365	5 858	881	5 229	6 110		↗	3 617
Apprenti agé de 18 à 20 ans	Cout pour l'employeur		10 593	12 661	11 110	13 178	24 288	↗	1 034
	dont cotisations patronales		3 109	3 716	3 261	3 868	7 129	↗	304
	Exonération cotisation sociale		2 994	3 578	3 140	3 724	6 864	↗	292
	Aides financières		3 600	1 000	4 125	2 000	6 125	↗	1 525
	dont aides financières nationales								
	Aide TPE jeunes apprentis								
	Crédit d'impôt		1 600						
	dont aides financières régionales								
	Prime à l'apprentissage		1 000	1 000					
	Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire		1 000						
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat		3 999	8 083	3 845	7 454	11 299		↘	783
Apprenti agé de 21 à 25 ans	Cout pour l'employeur		13 695	15 761	13 695	15 761	29 456	→	-
	dont cotisations patronales		4 020	4 626	4 020	4 626	8 646	→	-
	Exonération cotisation sociale		3 870	4 454	3 870	4 454	8 324	→	-
	Aides financières		3 600	1 000	4 125	2 000	6 125	↗	1 525
	dont aides financières nationales								
	Aide TPE jeunes apprentis								
	Crédit d'impôt		1 600						
	dont aides financières régionales								
	Prime à l'apprentissage		1 000	1 000					
	Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire		1 000						
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat		6 225	10 307	5 700	9 307	15 007		↘	1 525
Apprenti agé de 26 ans et plus	Cout pour l'employeur				25 839	25 839	51 678		
	dont cotisations patronales				7 584	7 584	15 168		
	Exonération cotisation sociale				7 302	7 302	14 604		
	Aides financières				4 125	2 000	6 125		
	Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat				14 412	16 537	30 949		↘

Diplôme préparé : BAC PRO/ BP/ BTM
Région : IDF Entreprisé 3 salariés

	Contrat conclu avant le 31.12.2018			Contrat conclu à compter du 1.01.2019			Différentiel nouvelles dispositions/ aux anciennes	Evolution en %				
	Année 1	Année 2	Année 3	Cout total	Année 1	Année 2			Année 3	Cout total		
Apprenti agé de moins de 18 ans	Cout pour l'employeur	6 460	9 560	13 695	29 715	6 977	10 077	14 211	31 265			
	dont cotisations patronales	1 896	2 806	4 020	8 722	2 048	2 958	4 171	9 177	↗	1 550	
	Exonération cotisation sociale	1 825	2 702	3 870	8 397	1 971	2 848	4 016	8 835	↗	455	
	Aides financières	8 000	1 000	1 000	10 000	4 125	2 000	1 200	7 325	↘	438	
	dont aides financières nationales										-	2 675
	Aide TPE jeunes apprentis	4 000										
	Crédit d'impôt	1 600										
	dont aides financières régionales											
	Prime à l'apprentissage	1 000	1 000	1 000								
	Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	1 000										
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat	3 365	5 858	8 825	11 318	681	5 229	8 995	15 105		↗	3 787	33%
Apprenti agé de 18 à 20 ans	Cout pour l'employeur	10 593	12 661	16 795	40 049	11 110	13 178	17 312	41 600			
	dont cotisations patronales	3 109	3 716	4 930	11 755	3 261	3 868	5 081	12 210	↗	1 551	
	Exonération cotisation sociale	2 994	3 578	4 746	11 318	3 140	3 724	4 892	11 756	↗	455	
	Aides financières	3 600	1 000	1 000	5 600	4 125	2 000	1 200	7 325	↗	438	
	dont aides financières nationales											1 725
	Aide TPE jeunes apprentis	1 600										
	Crédit d'impôt											
	dont aides financières régionales											
	Prime à l'apprentissage	1 000	1 000	1 000								
	Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	1 000										
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat	3 999	8 083	11 049	23 131	3 845	7 454	11 220	22 519		↘	612	-3%
Apprenti agé de 21 à 25 ans	Cout pour l'employeur	13 695	15 761	20 155	49 611	13 695	15 761	20 155	49 611			
	dont cotisations patronales	4 020	4 626	5 916	14 562	4 020	4 626	5 916	14 562	→	-	
	Exonération cotisation sociale	3 870	4 454	5 695	14 019	3 870	4 454	5 695	14 019	→	-	
	Aides financières	3 600	1 000	1 000	5 600	4 125	2 000	1 200	7 325	↗	1 725	
	dont aides financières nationales											
	Aide TPE jeunes apprentis											
	Crédit d'impôt	1 600										
	dont aides financières régionales											
	Prime à l'apprentissage	1 000	1 000	1 000								
	Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	1 000										
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat	6 225	10 307	13 460	29 992	5 700	9 307	13 260	28 267		↘	1 725	-6%
Apprenti agé de 26 ans	Cout pour l'employeur					25 839	25 839	25 839	77 517			
	dont cotisations patronales					7 584	7 584	7 584	22 752			
	Exonération cotisation sociale					7 302	7 302	7 302	21 906			
	Aides financières					4 125	2 000	1 200	7 325			
	Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat					14 412	16 537	17 337	48 286			

Diplôme préparé : BM/BTS
Région : IDF Entreprise 3 salariés

	Contrat conclu avant le 31.12.2018		Contrat conclu à compter du 1.01.2019		Différentiel nouvelles dispositions/ aux anciennes	Evolution en %
	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2		
Cout pour l'employeur	6 460	9 560	16 020	6 977	10 077	17 054
<i>dont cotisations patronales</i>	<i>1 896</i>	<i>2 806</i>	<i>4 702</i>	<i>2 048</i>	<i>2 958</i>	<i>5 006</i>
Exonération cotisation sociale	1 825	2 702	4 527	1 971	2 848	4 819
Aides financières	8 000	1 000	9 000	-	-	-
<i>dont aides financières nationales</i>						
<i>Aide TPE jeunes apprentis</i>	<i>4 400</i>					
<i>Credit d'impôt</i>	<i>1 600</i>					
<i>dont aides financières régionales</i>						
<i>Prime à l'apprentissage</i>	<i>1 000</i>	<i>1 000</i>				
<i>Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire</i>	<i>1 000</i>					
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat	3 365	5 858	2 493	5 006	7 229	12 235
Cout pour l'employeur	10 593	12 661	23 254	11 110	13 178	24 288
<i>dont cotisations patronales</i>	<i>3 109</i>	<i>3 716</i>	<i>6 825</i>	<i>3 261</i>	<i>3 868</i>	<i>7 129</i>
Exonération cotisation sociale	2 994	3 578	6 572	3 140	3 724	6 864
Aides financières	3 600	1 000	4 600	-	-	-
<i>dont aides financières nationales</i>						
<i>Aide TPE jeunes apprentis</i>						
<i>Credit d'impôt</i>	<i>1 600</i>					
<i>dont aides financières régionales</i>						
<i>Prime à l'apprentissage</i>	<i>1 000</i>	<i>1 000</i>				
<i>Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire</i>	<i>1 000</i>					
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat	3 999	8 083	12 082	7 970	9 454	17 424
Cout pour l'employeur	13 695	15 761	29 456	13 695	15 761	29 456
<i>dont cotisations patronales</i>	<i>4 020</i>	<i>4 626</i>	<i>8 646</i>	<i>4 020</i>	<i>4 626</i>	<i>8 646</i>
Exonération cotisation sociale	3 870	4 454	8 324	3 870	4 454	8 324
Aides financières	3 600	1 000	4 600	-	-	-
<i>dont aides financières nationales</i>						
<i>Aide TPE jeunes apprentis</i>						
<i>Credit d'impôt</i>	<i>1 600</i>					
<i>dont aides financières régionales</i>						
<i>Prime à l'apprentissage</i>	<i>1 000</i>	<i>1 000</i>				
<i>Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire</i>	<i>1 000</i>					
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat	6 225	10 307	16 532	9 825	11 307	21 132
Cout pour l'employeur				25 839	25 839	51 678
<i>dont cotisations patronales</i>				<i>7 584</i>	<i>7 584</i>	<i>15 168</i>
Exonération cotisation sociale				7 302	7 302	14 604
Aides financières						
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat				18 537	18 537	37 074

Cout pour l'employeur				25 839	25 839	51 678
<i>dont cotisations patronales</i>				<i>7 584</i>	<i>7 584</i>	<i>15 168</i>
Exonération cotisation sociale				7 302	7 302	14 604
Aides financières						
Cout total net pour l'employeur pour la durée du contrat				18 537	18 537	37 074